

France/Après la démission d'un poids lourd du gouvernement

Macron en pleine crise

AFP
Paris/France

Le départ du ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb – soutien de la première heure et longtemps considéré comme un "fidèle parmi les fidèles" – consacre en outre la rupture avec le président.

EN pleine crise gouvernementale après avoir été contraint d'accepter la démission de son ministre de l'Intérieur Gérard Collomb, le président français Emmanuel Macron cherchait hier, avec peine, celui qui allait lui succéder à ce poste stratégique.

Le Premier ministre Edouard Philippe lui-même va assurer l'intérim du ministre de l'Intérieur, "dans l'attente de la nomination de son successeur", a annoncé la présidence dans la nuit. C'est "l'affaire de quelques jours", a précisé le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux, selon lequel en conseil des ministres le président Macron a assuré : "Rien de ce qui se passe depuis 48 heures ne s'apparente à une crise politique. L'État fonctionne (...), le gouvernement est parfaitement à sa tâche".

Le Premier ministre a néan-

moins annulé un déplacement en Afrique du Sud prévu ce jeudi et demain.

La rupture est ainsi définitivement consommée entre le chef de l'État et M. Collomb, soutien de la première heure et longtemps considéré comme un "fidèle parmi les fidèles".

Gérard Collomb, 71 ans, qui était le numéro 2 du gouvernement, avait remis mardi après-midi sa démission pour la deuxième fois en 48 heures, indiquant avoir l'intention de reprendre la mairie de Lyon, deuxième plus grande agglomération de France, qu'il avait dirigée pendant seize ans avant de devenir ministre en 2017.

Lundi, M. Macron avait refusé la démission de l'ancien maire socialiste. Mais le "premier flic de France" a continué le bras de fer ("L'Union" d'hier).

"Une valse-hésitation invraisemblable qui tient plus du music-hall que de la politique gouvernementale" et met à mal l'autorité du chef de l'État, écrivait hier le quotidien Libération.

"UNE FARCE" • L'opposition, elle, s'en est donnée à cœur joie en fustigeant le "grand-guignol" régnant au sein de l'exécutif.

"Ça va durer longtemps ce sketch ?", s'était interrogée sur Twitter la patronne de



Photo : AFP

La démission de Gérard Collomb (à droite) consacre la rupture avec le président Emmanuel Macron au sujet duquel il disait entretenir une relation quasi filiale.

l'extrême droite, Marine Le Pen.

Pour la droite, l'épisode fragilise un ministère stratégique. "C'est une farce", a déploré le député Julien Aubert.

Lors d'une passation de pouvoir glaciale, Gérard Collomb – qui a attendu plus de dix minutes, bras croisés, seul sur le perron de son ministère l'arrivée du Premier ministre – a assuré quitter "avec regrets" le ministère.

Le départ de ce poids lourd du dispositif macronien a cependant plongé le pouvoir, déjà fragilisé par une rentrée difficile, dans une nouvelle crise.

A peine rentré de son voyage aux Antilles, Emmanuel Macron perd son troisième ministre d'État

depuis son arrivée à l'Élysée après la démission en juin 2017 de François Bayrou (Justice), fragilisé par une affaire d'emplois fictifs au Parlement européen concernant son parti, et celle en septembre dernier de Nicolas Hulot (Écologie), qui a dénoncé l'influence des lobbys et jugé insuffisantes les avancées obtenues.

AFFAIRE BENALLA • Des six principaux ministres dans l'ordre protocolaire en place au début de son mandat, il ne reste aujourd'hui plus que Jean-Yves Le Drian, aux Affaires étrangères.

Les tensions n'ont cessé de s'intensifier entre Emmanuel Macron et Gérard Collomb depuis l'affaire Benalla en juillet, du nom de cet ancien collaborateur du

chef de l'État inculpé pour avoir violenté des manifestants alors qu'il accompagnait les forces de l'ordre, et dont la France a découvert les multiples privilèges cachés.

Gérard Collomb "a peu apprécié d'être mis en première ligne sur une affaire qu'il juge ne pas le concerner", selon son entourage.

Début septembre, le ministre de l'Intérieur pointait "le manque d'humilité de l'exécutif". Quinze jours plus tard, il prenait de court le président en rendant publique son intention de redevenir maire.

La nomination provisoire d'Edouard Philippe à l'Intérieur souligne la difficulté pour l'exécutif de trouver un remplaçant à Gérard Collomb à ce poste stratégique. Le président doit désormais trouver un ou une ministre qui saura rassurer l'opinion, alors que la France a été victime d'une vague d'attentats jihadistes qui a fait 246 morts depuis 2015.

Le ministre du Budget Gérard Darmanin, le secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement Christophe Castaner, le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux ou encore l'ancien patron de la police nationale Frédéric Péchenard sont cités comme successeurs potentiels.

Chine/69e anniversaire de la République

Aller encore plus loin !

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

LA communauté chinoise du Gabon a célébré mardi, à la Chancellerie, sur le boulevard Triomphal, le 69e anniversaire de la République à laquelle elle appartient. Plusieurs personnalités gabonaises ont fait le déplacement à cette occasion, dont le ministre des Affaires présidentielles et de la Défense nationale Étienne Massard Kabinda Makaga.

Ce jour marque aussi le 40e anniversaire du lancement

de la politique chinoise de réformes et d'ouverture. L'occasion a donc été donnée à l'ambassadeur Hu Changchun de faire un peu d'histoire. D'un pays agricole pauvre sous-développé, la Chine s'est transformée pour devenir la deuxième économie mondiale, le premier pays industriel et le premier en matière de commerce des marchandises, a-t-il énuméré.

"Le PIB chinois, d'une croissance en moyenne de 9,5%, a dépassé 1,2 milliard de dollars en 201. Le PIB par habitant a atteint 9 000 dollars. Plus de 700 millions de personnes sont sorties de la pau-



Photo : Jean Macdouma

L'ambassadeur Hu Changchun entouré des autorités gabonaises pendant la phase d'exécution des hymnes nationaux.

vreté selon les critères des Nations unies", a-t-il encore

détaillé. Ajoutant que "le gouvernement chinois œuvre pour promouvoir la mise en place d'un système de protection des propriétés intellectuelles plus normalisé, pour créer un climat d'investissement et d'affaires plus attractif".

Il a de ce fait annoncé que la première édition de l'Expo d'import internationale de Chine se tiendra à Shanghai le mois prochain. Ce rendez-vous devrait réunir plus de 2 800 entreprises venues de plus de 130 pays du monde, y compris le nôtre. "La Chine soutiendra la participation des pays africains à ce grand événement économique par l'exemption des frais de participation des pays les plus démunis, et importera plus

de produits africains, notamment des produits hors ressources naturelles", a annoncé Hu Changchun.

A propos des relations avec le Gabon, celles-ci ne cessent de s'intensifier dans plusieurs domaines. D'ailleurs, 2019 marquera le 45e anniversaire de l'établissement des échanges bilatéraux. Dans le domaine de la formation par exemple, l'institut Confucius établi par l'Université des langues étrangères de Tianjin et l'Université Omar Bongo sera inauguré officiellement et admettra des élèves d'ici la fin de ce mois.

À l'issue de son propos, il a souhaité que cette coopération entre nos deux pays se renforce encore davantage.



Photo : AFP

L'ancien directeur du FMI Rodrigo Rato a été définitivement condamné en Espagne à quatre ans et demi de prison pour détournements de fonds dans des banques qu'il présidait, a annoncé hier la Cour suprême.

Iran / Diplomatie. Sanctions : Washington rappelé à l'ordre

La Cour internationale de justice (CIJ) a ordonné hier aux États-Unis de mettre fin aux sanctions contre l'Iran visant des biens "à des fins humanitaires", un revers pour Washington qui a toutefois fermement récusé la compétence de la Cour dans cette affaire.

Russie/Espionnage. Poutine traite Skripal de "salaud" et "traître à la patrie"

Le président Vladimir Poutine a qualifié hier de "salaud" et "traître à la patrie" l'ex-agent double russe Sergueï Skripal empoisonné en mars en Angleterre, affirmant que celui-ci avait continué de collaborer avec les services secrets occidentaux.

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Politique. Un ministre vide son sac contre Zuma**

Le ministre sud-africain des Finances, Nhlamhla Nene, a apporté hier sa pierre au flot de révélations sur les turpitudes de l'ex-président du pays Jacob Zuma, expliquant avoir été congédié du gouvernement pour s'être opposé à un juteux contrat nucléaire avec la Russie.

• **Maroc-Algérie/Sahara. Brahim Ghali hospitalisé à Alger**

Suite à la récente détérioration de son état de santé, le chef du mouvement séparatiste du Polisario, Brahim Ghali, a été transféré dans un hôpital d'Alger où il serait pris en charge par la présidence et les services de renseignements algériens. Dans la capitale algérienne, l'inquiétude serait grande dans la perspective de la disparition de M. Ghali, à un moment où aucune relève prête à prendre le relais dans l'affaire du Sahara n'est en vue.

A travers le monde

• **Espagne/Justice. L'expat du FMI Rato définitivement condamné à de la prison**

C'est arrivé...

Quatre mois de cabane pour un cabanon

IL avait fait tronçonner en deux le cabanon de jardin des voisins : la justice norvégienne a décidé mardi d'envoyer un homme indolent pendant quatre mois à l'ombre.

Dans un conflit de voisinage à rebondissements, une cour d'appel d'Oslo a jugé qu'Arne Vigeland, un ancien gestionnaire de fonds de 44 ans, s'était rendu coupable de graves atteintes à l'intégrité du voisinage et a alourdi la peine prononcée en première instance.

En 2014, pendant que les propriétaires étaient en vacances, M. Vigeland avait fait tronçonner leur cabanon, irrité parce qu'il empiétait – depuis des décennies – sur le

terrain qu'il avait acheté quelques années plus tôt.

La peine aurait pu être plus sévère et s'élever à six mois de prison, ont noté les juges, qui ont toutefois accordé un rabais en raison des délais pris par la procédure judiciaire.

Ils ont aussi condamné M. Vigeland à payer environ 764 000 couronnes (53 millions de francs) de dommages aux voisins, de frais de justice et de remboursements à la compagnie d'assurance.

L'affaire pourrait désormais être portée devant la Cour suprême, plus haute instance judiciaire du pays.

... à Oslo (Norvège)